



---

## Réflexions et propositions sur l'intelligence artificielle

Le discours, le narratif autour de l'intelligence artificielle (IA) générative est construit par les actionnaires et leurs mercenaires des entreprises, voir des fonds d'investissements qui détiennent les entreprises qui cherchent à faire du profit en vendant leur solution. Ce n'est de loin pas la vérité sur les algorithmes qui les sous-tendent.

La financiarisation des politiques publiques est de plus en plus importante et touche tous les domaines des services publics, ce qui accélère la privatisation des biens publics et ce qui remet en cause le vivre ensemble.

Les éléments présentés ici doivent être considéré comme des compléments au [papier de position du PSS](#) adopté par le Conseil de parti en septembre 2024.

### **Fondamentalement, les outils numériques doivent respecter les droits fondamentaux et être développés et utilisé dans l'intérêt des personnes et non des entreprises.**

1. L'intelligence artificielle – ou plus généralement les systèmes algorithmiques - présente des avantages et des opportunités, mais aussi de nombreux risques.

En soi, l'IA n'est pas mauvaise. En principe, il existe un fort potentiel d'opportunités dans de nombreux domaines, par exemple comme support pour des personnes vivant avec un handicap, comme appui aux revues de littérature, dans le domaine de l'imagerie en médecine, biologie, biochimie..., pour automatiser des processus de production, remplaçant ainsi le « sale boulot ».

Il existe cependant de nombreux risques liés à une utilisation ne visant pas à l'amélioration des conditions de vie, à l'égalité, à la justice sociale et à la solidarité. On peut citer entre autre la manipulation des processus de décision et de l'information (fake news), la déshumanisation des services à la personne déshumanisés.

2. La politique doit fixer des règles tant au niveau national qu'au niveau international.
3. Les responsabilités doivent être clairement définies. Les décisions politiques doivent rester le résultat de débats politiques et non le résultat produit par un système algorithmique.
4. Les compétences des utilisatrices et des utilisateurs doivent être améliorées.

La formation à la compréhension et à l'utilisation des systèmes algorithmiques doit débuter dès les premières années de l'école et se poursuivre tout au long de la scolarité obligatoire et post-obligatoire dans toutes les filières de formation.

Pour les personnes en emploi, il est nécessaire de l'intégrer dans tous les programmes de formations continues tant pour le travail rémunéré que pour le travail non rémunéré.

De même, un effort substantiel de formation et d'accompagnement à l'utilisation des systèmes algorithmiques doit être proposé à toutes les personnes à la retraite.

5. Dans le cadre du parti socialiste, la formation politique doit inclure un volet lié aux systèmes algorithmiques et en particulier le renforcement de la capacité à déterminer la qualité d'une information et à la détection des manipulations (fake news en particulier).
6. Les préoccupations philosophiques et éthiques doivent (re)prendre une place importante dans les domaines de la formation, de l'éducation et du processus de décision politique.

Cela implique la mise en place d'un centre de recherche national financé par des fonds publics.

7. Les médias jouent un rôle essentiel dans la communication des faits avérés et la formation des opinions.

Les médias de services publics doivent être soutenues financièrement pour leur permettre de fournir une prestation de qualité pour une information basée sur les faits nécessaire à la formation d'une opinion fondée.

Le soutien au médias privés doit être fourni sur un service de qualité évalué sur la base de critères scientifiques préalablement définis.

8. Les conséquences sociétales et sociales de l'utilisation accrue des systèmes algorithmique doit faire l'objet de recherches scientifiques spécifiques et doivent faire partie de tous les projets touchant à l'IA.
9. Il est temps de limiter le développement des systèmes algorithmiques à des seules fins d'enrichissement par quelques entreprises multinationales totalement dominantes dans ce domaine.

Un contrôle politique des outils de production et de leur utilisation est indispensable.

Les développements et les applications doivent être repris en main par les entités publiques. Il n'est pas possible de financiariser toutes les activités dont beaucoup relèvent du service public et du bien-vivre ensemble.

10. Protéger le monde du travail. Comme pour tous les progrès importants dans la technologie de production, le monde du travail doit être protégé. Non pas en le bloquant, mais en le soutenant, en le formant et en le protégeant financièrement.
11. La « production » et la diffusion de l'IA à l'échelle mondiale nécessitent d'immenses quantités d'énergie et de ressources naturelles. Des règles et des normes nationales et internationales doivent empêcher la surexploitation de la nature et l'exploitation des êtres humains. Des systèmes de contrôle nationaux et internationaux doivent être mis en place.